

Aux Québécois qui l'acclament, M. Barrette promet de réaliser la navigation d'hiver

Québec, 9. (par Jacques Monnier) — Un grand attraitement de l'Union nationale a réuni, hier soir, de 10,000 à 12,000 personnes venues entendre, au centre Durocher, l'hon. Antonio Barrette, chef du gouvernement provincial, et plusieurs de ses ministres.

L'assemblée a débuté en plein air sur la place du marché St-Pierre sous la présidence d'honneur de l'hon. Oscar Gilbert, de Me Wilbrod Biéret, président de la Commission des écoles catholiques de Québec, et du Dr J.-M. Elliott, président de la Commission des écoles protestantes.

Comme l'a remarqué M. Francis Boudreau, candidat de l'Union Nationale dans St-Sauveur, il était conforme à une longue tradition que la manifestation québécoise en l'honneur du premier ministre se déroulait sur la place historique.

Une longue ovation et le chant: "Il a gagné ses épaulettes" ont salué le chef du gouvernement quand il s'est levé pour adresser la parole. Dans son discours, il a passé en revue de nombreux aspects de la politique de l'Union nationale et particulièrement de ses succès dans le champ de l'autonomie; mais il a également répondu avec une grande vigueur aux attaques lancées par ses adversaires et à leurs accusations de "scandales".

De plus, M. Barrette a traité de problèmes locaux, comme celui de la navigation d'hiver sur le St-Laurent jusqu'à Québec en promettant la construction et la mise en service d'un brise-glace provincial.

"Les larmes des libéraux"

Au milieu de la réunion, il s'est mis à pleuvoir et, faisant écho à la réflexion d'un de ses partisans, M. Barrette s'est exclamé avec le sourire: "Ce sont les larmes des libéraux qui commencent à tomber en prévision du 22 juin."

Une partie de l'assistance pénétra alors à l'intérieur du centre Durocher, où le premier ministre reprit le fil de son discours, qui fut ponctué d'acclamations et d'applaudissements.

Précédemment, le chef du gouvernement avait insisté sur

le fait que fréquemment il avait déjà eu l'occasion de rencontrer la population de St-Sauveur au même endroit lors de précédentes luttes électorales. Depuis l'âge de 18 ans, il a participé à quelque 24 luttes du genre.

Parmi les orateurs qui ont parlé, mentionnons: le Dr Paul Vaillancourt, candidat dans Québec-Ouest; M. Maurice Cloutier, candidat dans Québec-Centre; M. Francis Boudreau, candidat dans St-Sauveur; l'hon. Yves Prévost, secrétaire de la province; l'hon. Armand Maltais, ministre d'Etat; M. Emilien Rochette, candidat dans le comté de Québec; Me Denis Dionne remplissait les fonctions de maître de cérémonie.

Tous ont exprimé la "reconnaissance de la population" envers M. Barrette et prédit le triomphe de l'Union nationale

aux élections générales du 22. La charmante Marie Boudreau, fille de M. Jean-Marc Boudreau, et petite-fille de M. Francis Boudreau, a offert un bouquet de roses à Mme Barrette qui accompagnait son mari, comme plusieurs membres de sa famille.

Dès 8 h. du soir, la foule avait commencé à s'assembler au pied de l'immense estrade dominée par un portrait géant du premier ministre. De nombreux jeunes gens portaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire notamment "Vers les sommets avec Barrette". Peu à peu, la place était devenue noire de monde. Et, à son extrémité, pour mieux voir, des curieux avaient escaladé le monument du Père Durocher.

Lorsque le chef du gouvernement fut arrivé, on entendit

une voix crier: "Le meilleur ouvrier du Québec!"

La fin comme le début de la manifestation fut marquée par des acclamations rappelant celles qui saluaient autrefois les honorables Duplessis et Sauvé.

Intention de M. Barrette

Maintenir la navigation à l'année longue sur le St-Laurent, même si OTTAWA refuse sa collaboration

Québec, 9. (par J.M.) — L'hon. Antonio Barrette, chef du gouvernement provincial, a répété hier soir à St-Sauveur que c'est son intention de maintenir la navigation à l'année longue sur le St-Laurent et de faire construire un brise-glace

si Ottawa refuse sa collaboration pour régler le problème... cela même si des gens ont qualifié le projet de "grotesque".

En promettant de maintenir le brise-glace en activité durant l'hiver, le premier minis-

tre a déclaré: "Je n'hésite pas à prendre cet engagement, car c'est extrêmement important pour l'avenir économique de la ville et de la région de Québec. Cela permettra de donner de l'ouvrage à des milliers de personnes en rendant pos-

sible l'établissement d'une industrie lourde."

M. Barrette répondait aux sarcasmes par lesquels ses adversaires politiques avaient accueilli la promesse de Laurzon au sujet du brise-glace. Les libéraux ont dit que c'était impossible, vu que la marine relève d'Ottawa.

"Ces gens-là ont été si longtemps sous la coupe de l'administration fédérale qu'il suffit qu'un fonctionnaire d'Ottawa dise 'C'est impossible' — pour qu'ils répètent — 'C'est impossible'." — ... nous, de l'Union Nationale, nous sommes indépendants du gouvernement de là-bas et c'est notre intention de rendre possible la navigation durant l'hiver sur le fleuve...

L'aide à Québec

Le premier ministre a proclamé: "Nous aimons sincèrement les gens de Québec. Regardez les statuts de la province. Vous constaterez qu'ils sont le reflet des besoins de la population. Et ces lois sont appliquées tous les jours pour rendre plus agréable la vie..."

Volant souligner plus particulièrement l'intérêt qu'a porté son parti à la vieille capitale, M. Barrette a rappelé que, depuis 1945, le gouvernement de l'Union nationale a dépensé quelque 187,000,000 pour cette ville, dont 82,000,000 pour l'enseignement, 42,000,000 pour des mesures sociales, 48,000,000 pour l'assistance publique, des millions pour la voirie, notamment 8,000,000 pour les abords du pont de Québec, 4,800,000 pour le boulevard Laurentien, etc.

Se trouvant dans la capitale de la province, le chef du gouvernement a fait observer que, spécialement dans certains secteurs, la femme peut rendre de grands services — par exemple dans le domaine de la santé publique, du bien-être social — et que le cabinet a l'intention de donner de plus en plus de postes-clés aux femmes et aux jeunes filles dans l'administration.

Par la suite, le premier ministre a tenu à rassurer les fonctionnaires: ils sont absolument libres d'avoir les convictions politiques qu'ils veulent, et de vaquer aux occupations qu'ils désirent après leurs heures de travail. A ce sujet, M. Barrette a qualifié de "peu dignes" la déclaration formulée un jour au sujet des employés civils par M. Jean Lesage, ainsi que ses menaces. Le chef du gouvernement a ajouté que le chef du parti libéral a suivi, en cette circonstance, la ligne de conduite tracée par M. Adélard Godbout qui ne craignit pas, durant la guerre, de réduire le traitement de maintes employés et de diminuer le salaire minimum obligatoire.

L'assurance-hospitalisation

M. Barrette a abordé le problème de l'assurance-hospitalisation en disant que la population québécoise réclame ce genre d'assurance et non pas l'assurance-santé pour deux raisons: les gens veulent pouvoir choisir leur médecin; et les membres du corps médical refusent de devenir des employés de l'Etat. Lorsque M. Godbout parlait d'assurance-maladie, il n'y avait pas les hôpitaux nécessaires dans la province. Aujourd'hui que l'Union nationale a construit une centaine de ces institutions, le moment est arrivé d'instituer l'assurance-hospitalisation.

"Aussitôt que nous connaissons les aspects financiers du problème, c'est-à-dire quand la commission aura fait son rapport à l'automne, un projet de loi sera soumis au Parlement. Et alors le gouvernement provincial prendra sa charge, en tout ou en partie, la dette obligatoire des hôpitaux".

Ainsi, explique le premier ministre, un malade ne verra plus sa note d'hôpital majorée de \$5 par jour à cause de la dette de l'établissement.

Violentes attaques

M. Barrette a violemment attaqué ceux de ses adversaires qu'il affubla de l'appellation de "pseudo-intellectuels": M. Jean Lesage, M. Georges Lapalme, M. René Hamel et M. René Lévesque.

Le premier ministre leur reproche leur langage "gras". Il s'indigne de voir que M. Lévesque assimile le gouvernement provincial actuel aux "restants d'un régime pourri". Il proteste contre le désir de M. Lapalme de fonder un ministère des Affaires culturelles, "pour que, selon l'expression du chef de l'Opposition, les gens parlent bien français." M. Barrette s'éleva encore

Voir M. BARRETTE en page 27

M. BARRETTE

SUITE DE LA PAGE 17

contre M. Lapalme qui l'a traité d'incompétent. L'incompétent, répond le député de Joliette, n'est-ce pas au contraire M. Lapalme que j'ai battu dans ma circonscription?

Le premier ministre se défend d'être resté deux ans absent de la Chambre basse comme l'en accuse le chef de l'Opposition. J'ai toujours dirigé mon département, explique-t-il; et à chaque session je suis venu participer aux débats de l'Assemblée législative

alors que M. Lapalme n'a pas mis les pieds au parlement en 1957-1958, si bien qu'il fallut voter une motion pour lui faire donner son indemnité parlementaire, à laquelle normalement il n'aurait pas eu droit.

M. Barrette proteste avec véhémence contre les injures de M. Lesage le traitant d'"irresponsable" et d'"ignorant" à la suite d'une déclaration au sujet du cambriolage du bureau du chef de l'Opposition. "Il n'y a jamais eu cambriolage, affirme le premier ministre; c'est une fumisterie des libéraux désireux de détourner l'attention de la population. D'ailleurs, MM. Lesage et Lapalme ont annoncé l'affaire en même temps, bien que se trouvant aux deux extrémités de la province. Il s'agit

d'un coup monté, c'était arrangé d'avance," conclut M. Barrette.

Ce dernier voit dans "la rage de ses adversaires" un bon signe. Mais il plaint ces gens d'inventer chaque jour de prétendus nouveaux "scandales".

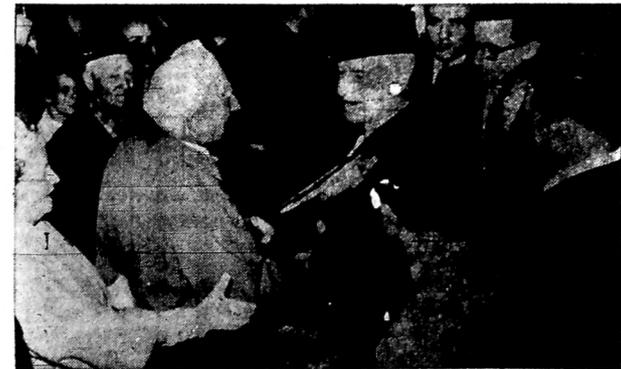
En 1956, dit-il, c'était la même chose. Déjà M. Lapalme prétendait qu'on "avait voulu forcer la porte de sa chambre au Château Frontenac".

Des "bourdes"

Puis le premier ministre a cité des "bourdes" de M. Lesage, sa suggestion de prêter pour la construction de centres communaux où les fermes de la campagne pourraient s'habituer à la vie sociale. Les épouses de nos cultivateurs ont une distinction naturelle que vous devriez apprendre, répliqua M. Barrette.

Pour terminer, le chef du gouvernement a fait le procès de l'attitude de M. Lesage en face du problème de l'autonomie et il répète qu'il serait dangereux de confier la direction du gouvernement à l'ancien ministre fédéral du Grand Nord canadien qui, étant à Ottawa, a participé au dynamitage du rempart de la constitution et qui a refusé de reconnaître le droit de priorité des provinces au point de vue fiscal lorsque l'Union nationale s'efforçait de récupérer, il y a quelques années, ce que les libéraux avaient perdu.

En page 17, autres nouvelles sur l'assemblée de M. Barrette



A L'ARRIVEE DU PREMIER MINISTRE. — La foule se pressait déjà nombreuse sur la place St-Pierre hier soir, lorsque le premier ministre est arrivé pour participer à l'assemblée. Les premiers à l'accueillir, à sa descente de l'automobile, ont été M. Harry S. Quart, contracteur bien connu de Québec, et son épouse, présidente de l'Association des femmes conservatrices de Québec. On reconnaît en arrière de M. Barrette, M. Jean Pelletier, son secrétaire de presse.



LES CANDIDATS DE QUEBEC ET DE LA REGION. — Tous les candidats de la ville de Québec et de la région s'étaient fait un devoir hier soir d'accompagner l'hon. Antonio Barrette à la grande assemblée du centre Durocher, dans St-Sauveur. De gauche à droite: l'hon. Armand Maltais, candidat dans Québec-Est, l'hon. Yves Prévost, candidat dans Montmorency, M. Emilien Rochette, candidat dans Québec-Comté, M. Francis Boudreau, candidat dans St-Sauveur, et M. Maurice Cloutier, candidat dans Québec-Centre.